

POL' JOURNAL

11/11

Avec Florence Hérouin-Léautey

2025

Mathéo Crevier, Jeanne Marchand, Romane Havard

Dans le cadre d'un projet scolaire, nous avons eu la chance de rencontrer Mme Hérouin-Léautey, députée du parti socialiste, afin de lui poser différentes questions sur son parcours et plus particulièrement sur le rôle d'un. député.e en 2025. De plus, nous avons pu discuter de l'instabilité politique et des prochains défis de la France.

Qu'avez-vous fait comme études pour en arriver là ?

« Je pense que vous n'êtes pas que des diplômés et des parcours, vous êtes des individus. Je suis un contre produit de l'éducation nationale. L'éducation nationale s'adresse à une grande majorité d'enfants qui rentrent dans un certain nombre de normes, mais on est tous différents et on fonctionne tous différemment [...]. Je pense que la fonction publique doit adapter l'école à l'ensemble de ses enfants et c'est comme ça que l'école sera inclusive [...]. L'école doit garantir les moyens de la réussite pour chacun, et c'est là que la puissance publique intervient car nous sommes à la fois tous différents et nous vivons tous dans des environnements différents [...]. Le même apport culturel, le même nombre de livres à la maison, participer à des activités sportives [...] et tout ce que vous faites en dehors du temps scolaire est primordial dans votre construction dans votre parcours de développement intellectuel, culturel [...] et cela participe à votre réussite scolaire. [...] Donc moi j'ai eu la chance d'avoir un environnement socioculturel très favorable, je suis très consciente de ce que cela m'a apporté. Moi je n'ai pas eu mon brevet, j'ai eu mon bac en redoublant. J'ai ensuite fait une fac de droit, en ayant un deug, puis une licence en science de l'éducation. A 35 ans j'ai passé le concours d'attaché territorial. Vous voyez donc que même en étant en échec scolaire j'ai eu le concours d'attaché territorial. Ce que je veux dire c'est que tout est toujours possible. »

Qu'est-ce qui vous a poussé à faire de la politique ?

« J'ai déjà un peu répondu en parlant de ces inégalités scolaires qui fondent mon engagement public et mon militantisme. J'ai également fait du scoutisme, et j'y ai trouvé un endroit où je pouvais être active, apporter des choses aux autres, me nourrir des autres, et grandir et apprendre en faisant. Et lorsque je suis rentrée à la fac j'ai intégré un syndicat étudiant.



“La société ne vit pas seule, elle vit de ses citoyens. »

Mais quand j'étais au lycée j'étais déléguée des délégués, j'animais le foyer, on avait créé un journal. Je n'étais pas passive, j'arrivais à m'exprimer et à trouver des voies et des chemins à côté du parcours formel de l'école. J'ai toujours été dans des bureaux associatifs, la culture, l'agriculture biologique, le vélo, les transports en commun, l'accueil des migrants, et plus récemment dans la plus grosse association de distribution alimentaire sur les Hauts de Rouen qui s'appelle Solidarité Plateau dont j'ai été présidente. Être un citoyen accompli c'est quand on arrive à conjuguer notre vie personnelle, amicale, familiale, notre vie professionnelle, et puis une place active dans la société. La société ne vit pas seule, elle vit de ses citoyens. »

C'est quoi être député.e en 2025 ?

« Les missions des députés n'ont pas beaucoup changé, en revanche le contexte politique depuis 2024 nous a conduit à exercer la mission de manière assez singulière à l'Assemblée Nationale puisque il n'y a pas de majorité. Le ou la député.e doit représenter les habitants de sa circonscription, en tant qu'élue de la première circonscription de Seine-Maritime je représente les habitants de Rouen, de Déville-Les-Rouen, de Mont-Saint-Aignan, et de quelques secteurs de la rive gauche [...]. J'ai aussi été conseillère départementale et adjointe au maire de Rouen en charge des écoles, des crèches, de l'enfance, de la petite enfance et conseillère métropolitaine.

Et donc en juillet 2024 lorsque j'ai été élue députée, j'ai dû abandonner ces fonctions car, depuis une loi qui a aujourd'hui environ 10 ans, il est interdit de cumuler les mandats entre les fonctions représentatives nationales et un mandat exécutif. Je suis tout de même restée conseillère municipale mais sans délégation du maire. Pour revenir à la fonction de députée, je travaille à Paris pour faire la loi en écrivant des propositions de loi, mais aussi des amendements. J'ai par exemple déposé une proposition de loi récemment pour lutter contre les violences routières et favoriser le partage et la cohabitation dans l'espace public afin de protéger les piétons et les cyclistes. Une fois qu'une loi est adoptée il faut des décrets d'applications, c'est-à-dire un texte signé par un ministre conformément à une loi, pour que celle-ci soit mise en oeuvre. Il y aussi des séances de contrôle de l'action du gouvernement où les députés peuvent venir interroger les ministres sur un manque, une défaillance etc.... C'est vraiment les 3 missions, la circonscription, le travail de la loi et le contrôle du gouvernement.

Quels sont vos prochains projets ?

Pour commencer à l'assemblée nationale il y a 8 commissions thématiques : celle des affaires européennes, celle de la défense, celle des affaires étrangères, celle des affaires sociales, celle du développement économique, celle du développement durable, la commission des

lois, et la mienne, celle des affaires culturelles et de l'éducation. Chaque député ne siège que dans une commission et chaque député doit siéger dans une commission. Parce que le champ est très large de tout ce qu'il y a à faire à l'échelle du pays et donc les députés s'organisent pour se concentrer sur un certain nombre de thématiques. Dans ma commission on va des médias, au patrimoine, à la culture, au spectacle vivant, le sport, la jeunesse, la vie associative etc. Une fois que nous sommes dans une commission, on se répartit les sous-sujets. Moi, je suis référente pour mon groupe pour l'école et l'éducation populaire [...]. Chaque commission va rendre un avis sur chaque segment du budget. Moi, pour la deuxième année, je suis rapporteur budgétaire, donc c'est moi qui conduit le rapport pour rendre un avis au nom de la commission sur le budget de la jeunesse et de la vie associative. [...]. Je rendrais un avis qui fera écho à la convention citoyenne, pour que part ce rapport, on affirme, que l'école est importante, mais que ça ne suffit pas. Il faut que les enfants aient accès à des associations, à des lieux pour les vacances, pour les jours où ils ne sont pas à l'école, pour pratiquer des activités sportives, culturelles etc. Or, tout ce champ là, de la jeunesse et de la vie associative, a subi des baisses budgétaires ses dernières années. Donc les bénévoles sont démunis face à leurs usagers. [...] Donc c'est l'objet de mon rapport, afin de réaffirmer la place des mouvements d'éducation populaire au côté de l'école pour la réussite des enfants. [...]. Je soutiens également le service civique.

Est-ce compliqué de mener des projets dans le contexte politique actuel ?

« Mes projets se poursuivent mais l'exercice budgétaire va être très différent et il faudra être très mobilisé parce qu'il faut tenter de tordre le budget à l'aide d'amendements.» [...] « C'est un travail inédit car il va falloir, nous, l'opposition, aller discuter avec le bloc commun pour qu'ils votent favorablement les amendements qui permettront d'aller taxer plus fortement les plus riches pour faire rentrer de nouvelles recettes et d'avoir des mesures pour redonner du pouvoir d'achat à ceux qui se sont appauvris depuis 8 ans. »

[...]. « Si on veut que ce budget change la vie des gens il va falloir que le bloc commun accepte de concéder beaucoup plus. »

Est-ce que vous pensez y arriver ?

« Tant qu'on a pas mener le combat, on ne sait pas si on le gagne ou si on ne le gagne pas. »

Comment se passe une campagne, comme par exemple celle des législatives ?

« Je suis élue depuis 2011 et je suis adhérente du parti socialiste depuis 2001, donc j'ai fait beaucoup de campagnes ». [...]. « La campagne des législatives a été très rapide, mais ce format de campagne m'allait très bien car nous sortions de la campagne des européennes, donc on avait déjà une équipe de campagne, et on avait une dynamique qui était déjà là ». [...] « Tout a été fait sur le moment, il n'y a pas eu trois séances photos pour chercher la meilleure des photos ; j'ai déclaré ma candidature, on a pris la photo et c'est parti à l'imprimeur, car les délais étaient extrêmement courts. » [...] « C'est un travail d'équipe, ce n'est pas un aventure solitaire ».



Comment se passe un débat au sein de l'Assemblée Nationale ?

« Déjà, il y a les prises de paroles en commission, les prises de parole dans l'hémicycle, même si nous sommes moins amenés à prendre la parole dans l'hémicycle car les commissions c'est chaque semaine. Une commission c'est une salle où nous sommes 71, donc il faut se mettre d'accord à 71. Quand j'ai été élue et que j'ai fait ma première commission c'était la première fois de ma vie que je me suis retrouvée avec une vingtaine de députés du Rassemblement National. Ce sont des situations inédites de cette législature car je connais une ancienne députée et il n'y avait pas cette proportion là. Au sein de l'hémicycle, il y a la présidente de l'Assemblée, les députés positionnés en fonction de leur parti, des micros dans les rangées, et tout est calibré.

Les questions au gouvernement, par exemple, durent 2 minutes et c'est un propos écrit pour réussir à tenir un début, un milieu, une fin et une question en deux minutes, il faut que tout soit cadré. » [...] « Quand nous allons rentrer dans le débat budgétaire, il y a le rapporteur qui est au banc qui donne son avis sur chaque amendement ou article qui passe, le ministre concerné qui donne son avis également, et ensuite chaque groupe a la parole pour donner son avis, puis le député qui a déposé l'amendement prend la parole pour le défendre. Les autres groupes politiques prennent ensuite la parole pour soutenir ou s'opposer. Cela peut être très long car si le débat n'est pas terminé sur un article ou un amendement, on ne passe pas à la suite ». [...] « Nous ouvrons les débats budgétaires, on sait que sur les premiers week-end, on va siéger jusqu'aux samedis à minuit. Quand une séance est ouverte, on siège de 9 heures le matin à 13 heures, puis de 15 heures à 20 heures, et pour finir de 21 heures 30 à 00 heures. C'est arrivé deux ou trois fois dans l'année que des députés siègent jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. Avant, il y avait des nocturnes, mais aujourd'hui, avec la situation actuelle c'est impossible. [...] « Quand nous avons fait notre niche, qui est une journée de 9 heures à minuit dédiée à un parti, nous avons déposé 8 à 10 textes, qui sont ensuite mis au débat. Nous n'avons pu qu'étudier les 5 premiers ». [...] « De plus, j'ai fait adopter une loi pour préserver les concours talent qui permettent aux étudiants boursiers d'avoir une filière d'accès au concours de la haute fonction publique, car nous voyons que les étudiants qui passent le concours et accèdent aux postes sont des étudiants qui grandissent avec au moins un parent haut fonctionnaire ou chef d'entreprise, cela s'appelle la reproduction sociale. Et donc si la société ne permet pas à chacun d'ouvrir des horizons, d'ouvrir des portes vers ce qu'on ne connaît pas, on ne peut pas s'y projeter ».

Pour vous, quels sont les prochains défis de la France ?

« On a cette situation politique en France, mais on a aussi une situation internationale. Quand on se bat pour l'égalité, on se bat contre les discriminations, contre les idéologies discriminantes, fascistes, nazis, et malheureusement aujourd'hui, ses idées là ont progressé à bas bruit. Par exemple, Pierre Edouard Stérin, qui est un multimilliardaire français exilé fiscal en Belgique, explique avoir un projet pour la France, le projet Péricles. Ses milliards lui servent à diffuser son idéologie très conservatrice, très réactionnaire, pour que vous soyez toutes et tous des jeunes « normaux ».

Il veut relancer la démographie en France pour faire une nouvelle génération de jeunes blancs, catholiques. Sa puissance, ce sont ses milliards. Et nous il faut que notre puissance ça soit notre commun et nos idéaux. On aura rien d'autre pour lutter. Je le dis avec émotion, parce que il y a lui, il y en a d'autres, et les médias sont détenus par une poignée de milliardaires comme Cnews, Europe 1. Ce ne sont pas des médias d'informations, ce sont des médias d'opinions, dans lesquels le pluralisme n'existe pas. » [...] « Et des croyances deviennent des réalités. Une croyance n'est pas une réalité, une réalité c'est un fait, c'est objectivé, il y a des chiffres. Nous pouvons tirer des conclusions différentes, mais si on ne sait même plus se mettre d'accord sur des constats et des faits, on ne partage plus une même vérité au départ. Et on est dans ce qu'on appelle, l'ère de la post-vérité, où on a des renversements de concept.

Nous, à gauche, serions racistes et antisémites. Non, non, mille fois non. Et tout cela se combat par la parole, par des convictions chevillées au corps. » [...] « Les réseaux sociaux et Cnews par exemple, altèrent la capacité de jugement, et on vous prive de ce qui fait un individu, un être humain, un citoyen. »



**“Sa puissance, ce sont ses milliards.
Et nous il faut que notre
puissance ça soit notre commun
et nos idéaux. On aura rien
d'autre pour lutter.”**